



Mémoire de la Ville de Montréal

Dans le cadre des consultations particulières et des auditions
publiques sur le projet de loi n° 77 intitulé :

Loi sur l'immigration au Québec

Commission des relations avec les citoyens
Le 2 février 2016

TABLE DES MATIÈRES

1. Considérations générales	3
2. Bref portrait de la Ville de Montréal en matière d'immigration	5
3. Le PL 77 et le continuum de services aux nouveaux arrivants.....	6
4. Les enjeux liés au vivre-ensemble	11
5. Les enjeux d'intégration économique	13
5.1. La sélection des immigrants en réponse aux besoins de main-d'œuvre ...	13
5.2. L'intégration en emploi	14
6. Conclusion	17
7. Synthèse des recommandations	19

1. CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Alors que l'immigration joue un rôle majeur pour la démographie, l'économie et la diversité de Montréal, la Ville salue l'objectif du projet de loi n° 77 de moderniser et de réformer la Loi sur l'immigration au Québec, en particulier :

- Mettre en place un nouveau système d'immigration qui serait basé sur la déclaration d'intérêt et inspiré notamment du nouveau modèle canadien, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande ;
- S'aligner davantage sur les besoins du marché du travail québécois en utilisant les portraits de l'emploi régionalisés qui ont été annoncés dans le cadre du projet de loi n° 70 *Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi* afin de déterminer les besoins en matière d'immigration.

La Ville de Montréal considère que la mise en place de ces deux mesures est susceptible d'avoir des impacts positifs, puisqu'elles seront davantage orientées vers les besoins locaux en main-d'œuvre.

Toutefois, la Ville est d'avis qu'une sélection plus rigoureuse des nouveaux arrivants ne signifie pas la disparition des enjeux en matière d'accueil et d'intégration. En effet, des difficultés sur le plan de la reconnaissance des diplômes persistent à ce jour. De plus, le demandeur principal peut se qualifier et s'intégrer rapidement, mais le reste de sa famille peut quant à elle faire face à plusieurs autres défis. En ce sens, les efforts d'intégration demeurent et se déploient surtout sur le plan local, d'où l'importance du rôle de la Ville de Montréal en tant que gouvernement de proximité.

La question de l'intégration n'est pas absente du projet de loi n° 77 puisque celui-ci prévoit notamment la possibilité d'élaborer, en collaboration avec les autres ministres concernés, des programmes visant l'accueil, la francisation et l'intégration des personnes immigrées (art. 58).

Par ailleurs, l'entité municipale est identifiée comme un partenaire potentiel à l'article 81, qui précise que « [...] le ministre peut, en vue de l'application de la présente loi et de ses règlements, conclure une entente avec un autre ministre, une association, une société ou une personne, tels un organisme ou une autorité municipale [...] ».

Ainsi, la Ville est globalement favorable au projet de loi, mais elle souhaite porter à l'attention du gouvernement deux éléments essentiels au succès de la démarche :

- Prendre dès maintenant en considération le rôle structurant des municipalités, dans le continuum de services aux nouveaux arrivants, et ;
- Conformément à cet objectif, prévoir dans le présent projet de loi la flexibilité et la souplesse nécessaires pour maximiser l'indispensable contribution des municipalités à ce continuum.

2. BREF PORTRAIT DE LA VILLE DE MONTRÉAL EN MATIÈRE D'IMMIGRATION

Montréal reçoit chaque année sur son territoire plus de 70 % de l'immigration internationale destinée au Québec, et on estime que ces nouveaux arrivants représentent en moyenne 100 arrivées par jour sur le territoire montréalais¹.

Ce phénomène est loin d'être nouveau, puisque la métropole s'est développée à travers une succession de vagues migratoires. Comme l'article 1 de la Charte de la Ville de Montréal l'énonce, Montréal est une ville de langue française. Son caractère francophone a sûrement contribué à son caractère unique, tout en se distinguant comme métropole diverse et inclusive. Le visage de la diversité montréalaise est d'ailleurs intimement lié aux choix gouvernementaux et aux politiques en matière d'immigration qui ont été déployées au fil des ans. En effet, en 2011, sur le territoire de l'agglomération de Montréal, 612 935 personnes avaient le statut d'immigrant, soit 33,2 % de la population totale. Ce taux est en augmentation par rapport à 1991, alors que 23,5 % de la population montréalaise avait le statut d'immigrant. De plus, il est à noter que 72 % des immigrants de la région de Montréal vivent sur l'île de Montréal et que 88 % d'entre eux habitent le territoire de la Ville de Montréal. L'agglomération constitue donc un territoire d'enracinement et Montréal, une véritable terre d'accueil pour la grande majorité des nouveaux arrivants qui s'installent au Québec. Par ailleurs, il importe de souligner qu'en plus des nouveaux arrivants, un Montréalais sur deux est né à l'étranger ou a un parent né à l'étranger. Ainsi, en considérant les deux premières générations, soit les immigrants et les enfants nés au Québec de parents ayant immigré, 56 % de la population de l'agglomération de Montréal a des liens avec l'immigration et 86 % de cette population réside sur le territoire de la Ville de Montréal.²

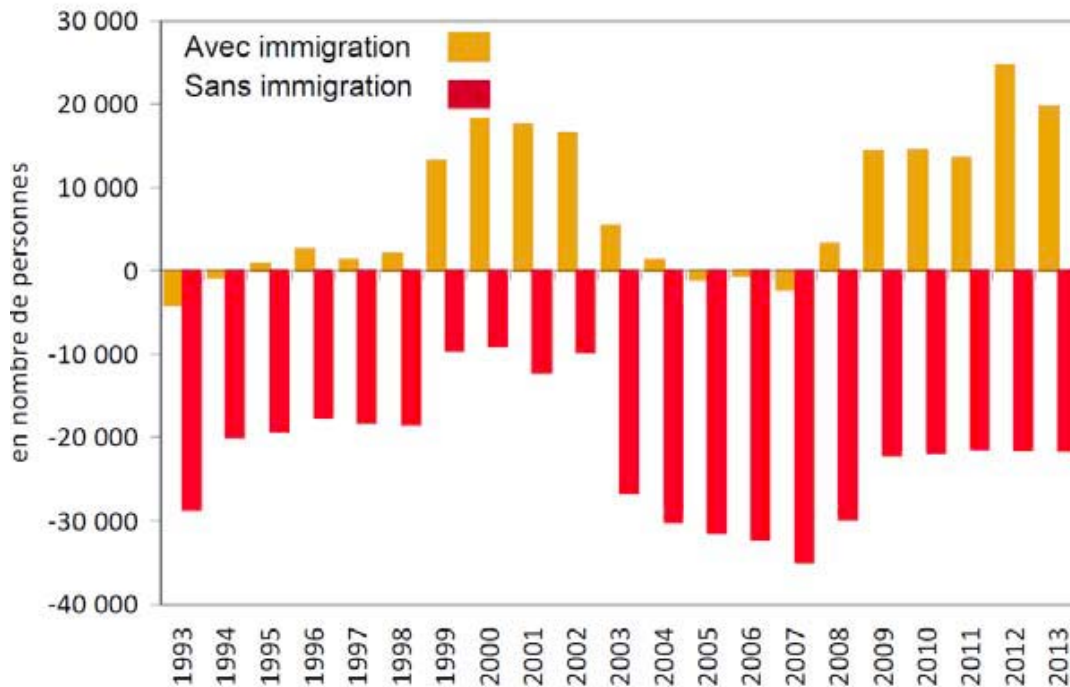
L'immigration est vitale pour la démographie de la métropole. En effet, depuis plus de 20 ans, l'immigration internationale demeure le moteur principal de la croissance démographique de l'agglomération. Sans son apport, Montréal connaîtrait un déficit démographique annuel moyen de 22 000 habitants. Le graphique suivant montre la croissance annuelle réelle de la population incluant l'apport de l'immigration, et compare

¹ Institut de la Statistique du Québec: *Perspectives démographiques du Québec et des régions*. 2014

² Données issues de l'annexe 1 *Immigration en bref* du mémoire de la Ville présenté le 9 février 2015 dans le cadre de la consultation sur la nouvelle politique québécoise en matière d'immigration, de diversité et d'inclusion.

cette croissance réelle à l'évolution de la population qui aurait eu lieu s'il n'y avait pas eu l'apport des nouveaux arrivants.

Croissance annuelle de la population avec et sans immigration Agglomération de Montréal 1993-2013



Source : Institut de la statistique du Québec

Avec les années, la diversité est ainsi devenue à la fois une caractéristique intrinsèque de la métropole et son principal atout. Elle concourt à enrichir la vie urbaine et à créer des milieux dynamiques, vibrants et diversifiés au sein de chacun des arrondissements.

3. LE PROJET DE LOI 77 ET LE CONTINUUM DE SERVICES AUX NOUVEAUX ARRIVANTS

Ces transformations ont mis en lumière des défis importants pour chacun des paliers de gouvernement en regard de leurs champs d'action respectifs et du rôle incontournable que joue la métropole en tant que gouvernement de proximité.

Le projet de loi 77, qui porte essentiellement sur la sélection des nouveaux arrivants, s'inscrit dans un continuum de services aux nouveaux arrivants beaucoup plus vaste que la seule étape de sélection. Bien que la sélection soit une étape fondamentale dans le processus d'immigration, il en existe de nombreuses autres qui la précèdent et surtout qui lui font suite.

À l'examen, le continuum de services aux nouveaux arrivants révèle les importantes interventions du palier municipal, qui accueille et intègre les nouveaux arrivants durant une période plus ou moins longue allant de leur arrivée dans un nouveau milieu de vie jusqu'à leur intégration au marché du travail, à la hauteur de leurs compétences réelles. L'intervention locale s'appuie également sur des partenaires communautaires qui sont particulièrement présents à Montréal et qui ajoutent leur expertise aux interventions municipales en matière d'intégration des nouveaux arrivants.

Ainsi, bien qu'une grande partie des politiques et programmes concernés relèvent des gouvernements provincial et fédéral, Montréal est directement interpellée au quotidien, puisque c'est sur son territoire que se vivent plusieurs enjeux liés à l'immigration. Montréal déploie et coordonne une offre de services et de mesures en collaboration avec ses partenaires locaux, lesquels permettent d'encourager une participation pleine et entière des nouveaux arrivants et des citoyens issus de la deuxième génération d'immigrants, qui se heurtent encore trop souvent à des barrières systémiques.

Le continuum de services aux nouveaux arrivants

	Décision	Sélection / immigration	Arrivée	Processus d'intégration
Implication des gouvernements fédéral, provincial et municipal et des partenaires du milieu à différentes étapes du continuum	<ul style="list-style-type: none"> Publicité du pays hôte à l'étranger Manifestation de l'intérêt du futur immigrant envers le pays hôte Détermination de l'admissibilité Préparation et présentation d'une demande officielle 	<ul style="list-style-type: none"> Au niveau fédéral : évaluation de la demande, examens médicaux, validation du certificat de police, décision au sujet de la demande, sélection ou refus Au niveau du Québec : sélection du dossier, convocation à une entrevue, sélection et émission d'un certificat de sélection ou refus 	<ul style="list-style-type: none"> Service de référence et soutien en ligne Accueil à l'aéroport – Bureau Accueil Québec Arrivée dans la ville d'accueil 	<ul style="list-style-type: none"> Prise de contact avec la communauté d'accueil, apprentissage des mœurs Recherche d'un logement Service de référence en logement social et abordable (OMH) Animation communautaire dans certains ensembles de logements Collaborations avec les organismes communautaires Programmes de pré-employabilité Démarches de revitalisation urbaine intégrée à l'échelle des quartiers (RUI) Obtention des documents importants (carte d'assurance maladie, permis de conduire, assurance sociale, etc.) Francisation au besoin Reconnaissance des acquis et des compétences (RAC) Reconnaissance des compétences par l'ordre professionnel Adaptation au marché de l'emploi Disponibilité de programmes d'employabilité (Emploi Nexus, Valorisation jeunesse, etc.) Plan d'accès à l'égalité en emploi (Ville et M/O) Découverte et utilisation des services locaux (bibliothèques, parcs, activités de sports et loisir, etc.) Maisons de la culture Bureau Accès Montréal Présence d'agents de liaison dans les bibliothèques et d'activités multiculturelles Découverte et accès aux services publics (éducatifs, service de garde, etc.) Lutte contre le racisme et la discrimination. Promotion du Vivre ensemble Sécurité publique, relation de voisinage, agent de liaison avec la communauté (SPVM)

Ce que le continuum démontre, c'est que la sélection des nouveaux arrivants est l'une des étapes importantes du processus, mais qu'elle est suivie de phases déterminantes en matière d'intégration des personnes dans leur milieu telles que la francisation, l'intégration à la communauté, l'accompagnement en pré-employabilité, la mise à niveau des compétences, l'intégration des jeunes au milieu scolaire, la disponibilité d'activités communautaires et de loisirs dans leurs quartiers et, finalement, l'emploi durable et la contribution positive à la collectivité. Cette seconde partie est souvent la plus longue et la moins visible, mais elle est essentielle et tributaire d'une intégration réussie. Le travail n'est jamais terminé tant et aussi longtemps que toutes les phases du processus d'intégration ne sont pas complétées. Or, la plupart des étapes subséquentes à l'arrivée se déroulent sur le terrain, au niveau de la municipalité, des arrondissements et des quartiers.

RECOMMANDATION 1 : Privilégier une approche intégrée menant à un continuum de services performants, qui prend en compte l'ensemble des besoins des nouveaux arrivants, et ce, en étroite collaboration avec les partenaires municipaux, institutionnels et communautaires.

À titre d'exemple, depuis l'annonce en novembre 2015 par le gouvernement fédéral de son intention de faire venir au Canada 25 000 réfugiés syriens, Montréal est à pied d'œuvre pour faciliter l'accueil et l'intégration de ces nouveaux arrivants au sein des quartiers. Face à cette crise humanitaire mondiale, alors que Montréal abrite la plus grande communauté syrienne au Canada (40%), la Ville a saisi cette opportunité pour développer et entreprendre une approche pouvant s'appliquer de façon plus générale à l'intégration des immigrants et réfugiés sur son territoire.

L'admission des réfugiés au Canada est une responsabilité fédérale et, selon *l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains*, l'accueil et l'intégration immédiate des réfugiés constituent une responsabilité provinciale. Dans les faits, cependant, l'intégration est un défi local pour toutes les municipalités d'accueil, et, dans le cas de Montréal, tous les arrondissements et les villes liées sont impliqués directement. Les besoins en matière de logements témoignent des efforts locaux à déployer. Dans ce domaine, la Ville a d'ailleurs décidé d'accorder une contribution

financière à l'Office municipal d'habitation de Montréal pour permettre au Service de référence d'offrir des services de recherche de logements pour les réfugiés syriens, notamment la recherche de grands logements destinés à l'accueil des grandes familles. La Ville croit que cette aide permettra de loger rapidement un plus grand nombre de réfugiés dans des logements de qualité. Autre exemple d'intervention, la Ville a conclu une entente avec le Centre de référence du Grand Montréal (GRGM) pour offrir non seulement une ligne d'appel dédiée aux réfugiés, mais également un service de gestion des besoins et de l'offre d'aide. Offerte depuis le 7 décembre 2015, la ligne sera en opération 7 jours sur 7 jusqu'à la fin de 2016.

Ces initiatives illustrent l'importance de concevoir dès maintenant des outils qui permettront de déployer efficacement ce continuum de services, notamment grâce à des mécanismes de partenariat avec les municipalités, dont la métropole.

RECOMMANDATION 2 : Que la ministre de l'Immigration, de l'Inclusion et de la Diversité se dote, par l'entremise de ce projet de loi, de la flexibilité et des outils nécessaires pour faire face aux défis à venir et aux rôles croissants des municipalités en matière d'accueil et d'intégration des nouveaux arrivants.

Comme nous venons de le décrire dans les sections précédentes, la dynamique d'accueil et d'intégration, ainsi que le profil sociodémographique de Montréal sont uniques au Québec. C'est dans cette perspective que la Ville de Montréal a annoncé la mise sur pied d'un Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) qui réunira les activités d'intégration sociale et économique destinées aux nouveaux arrivants, et préparera Montréal au rôle futur qu'elle pourrait jouer à la suite de l'adoption de la loi sur le statut de métropole.

Dans cet esprit, la réflexion sur le statut de la métropole qui se poursuivra dans les semaines à venir sera l'occasion de développer et de mettre en œuvre une véritable approche intégrée, qui reconnaît davantage le rôle de la Ville de Montréal en tant que gouvernement de proximité et acteur structurant dans les milieux et les habitudes de vie, les environnements physiques ainsi que pour promouvoir des conditions sociales, culturelles et économiques favorables à tous.

RECOMMANDATION 3 : Tenir compte du rôle particulier de la métropole en matière d'accueil et d'intégration des nouveaux arrivants, de sa spécificité et de ses besoins.

En vue du dépôt de la future Politique québécoise d'immigration, nous rappelons que la Ville de Montréal avait émis 11 recommandations dans le cadre des consultations particulières de 2015 qui sont toujours valides. Ainsi, dans le cadre de l'audition des commentaires portant sur le projet de loi n° 77, la Ville de Montréal souhaite réitérer l'importance de prendre en compte les recommandations précédemment présentées, lesquelles visaient à la fois les questions relatives au vivre ensemble et à l'intégration économique.

4. LES ENJEUX LIÉS AU VIVRE-ENSEMBLE

C'est au niveau local que se vit tous les jours l'inclusion, condition essentielle du vivre-ensemble. L'établissement de rapports harmonieux au sein de la société s'appuie non seulement sur le sentiment d'appartenance à une collectivité et la participation pleine et entière à toutes les sphères d'activité, mais également sur la connaissance et le partage de valeurs communes. Plus que jamais, il importe de promouvoir ces principes dans des campagnes de sensibilisation nationales de valorisation de la diversité et du vivre-ensemble. Cela fait partie des efforts à déployer pour une intégration réussie.

RECOMMANDATION 4 : Prévoir l'élaboration et la diffusion annuelle de campagnes de sensibilisation nationales de valorisation de la diversité, de l'apport de l'immigration à l'économie québécoise, du vivre-ensemble et de lutte à la discrimination et aux préjugés.

En tant que gouvernement de proximité, la Ville de Montréal est appelée quotidiennement à offrir des services et à déployer des mesures concrètes pour favoriser la cohésion du tissu social, l'intégration sociale et professionnelle, la sécurité urbaine, l'employabilité et la rétention des talents, et ce, sans oublier qu'elle doit aussi répondre aux besoins des personnes qui sont aux prises avec des défis d'intégration particuliers

(recherche de logement abordable, salubrité, pauvreté et exclusion sociale, sécurité alimentaire, etc.).

Notons par exemple la présence et la formation d'agents en relations interculturelles au SPVM, le programme SILA destiné à accompagner les nouveaux arrivants haïtiens suite au séisme de 2010 ou encore les programmes d'agents de liaison dans les bibliothèques de quatre arrondissements ciblés.

En effet, Montréal jouit d'un vaste réseau de 45 bibliothèques qui contribuent à contrer l'isolement, favorisent des échanges et des relations interculturelles et sont de véritables points d'ancrage dans le parcours d'intégration des personnes immigrantes. Le projet d'agents de liaison dans les bibliothèques publiques qui a été implanté dans quatre arrondissements (Montréal-Nord, Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, LaSalle et Ahuntsic–Cartierville) a permis de multiplier l'animation dans les lieux de diffusion culturelle auprès des familles immigrantes ou issues de l'immigration et de favoriser la fréquentation ainsi que la participation des nouveaux arrivants à la vie sociale et culturelle de la communauté en les rejoignant directement sur le terrain. De nombreux arrondissements souhaitent pouvoir implanter ce modèle qui a fait ses preuves. Plusieurs villes canadiennes comme Toronto, Vancouver et Calgary optimisent leurs bibliothèques de quartier dans une perspective similaire.

L'expérience des agents de liaison démontre tout le potentiel de ce modèle. En effet, le rôle de ces agents pourrait évoluer vers un rôle élargi d'intégration des nouveaux arrivants. En créant des pôles d'accueil centrés sur un lieu dynamique et convivial comme la bibliothèque, la Ville peut devenir un acteur majeur dans l'accueil des nouveaux citoyens, à chacune des étapes de leur intégration, à l'échelle des quartiers. Pour ce faire, il faudra revoir les modes de fonctionnement à l'échelle du territoire montréalais et mettre en place une approche intégrée incluant l'ensemble des partenaires. Ainsi le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) réunira les activités d'intégration sociale et économique destinées aux nouveaux arrivants. Tout en travaillant étroitement avec ses partenaires gouvernementaux et communautaires, ce bureau s'appuiera sur le réseau des bibliothèques municipales

comme lieu d’ancrage et de déploiement graduel des nouvelles mesures qui seront mises en œuvre.

En plus de devoir être déployées à une plus grande échelle, ces expériences montréalaises pourraient également servir de laboratoire et de modèle pour l’ensemble des régions du Québec. Il est important de déployer tous les efforts requis pour éviter qu’un fossé se creuse, entre Montréal et les régions du Québec, en ce qui a trait à la vision de l’accueil et de l’intégration des nouveaux arrivants. Le rôle de Montréal et des régions est complémentaire dans cet objectif d’ouverture et d’inclusion.

RECOMMANDATION 5 : Encourager les échanges entre les régions du Québec et la métropole afin de consolider les ponts et d’œuvrer au rapprochement entre les Québécois et Québécoises de toutes origines.

5. LES ENJEUX D’INTÉGRATION ÉCONOMIQUE

L’accès à une main-d’œuvre qualifiée et compétente est un enjeu de développement économique majeur pour la métropole tout autant que, sur le plan individuel, l’accès à l’emploi est un facteur crucial d’intégration sociale.

Une étude sur l’impact de l’immigration sur la dynamique économique du Québec réalisée par le Cirano en 2014 nous apprend que l’écart du taux d’emploi entre les immigrants et les non immigrants à Montréal augmente avec le niveau de scolarité. Cette caractéristique de la situation du marché de l’emploi dans la région montréalaise n’existe pas dans les deux autres grandes régions métropolitaines canadiennes étudiées. Bien au contraire, on observe dans les régions de Toronto et Vancouver un phénomène totalement inverse marqué par une forte diminution de l’écart du taux d’emploi entre les immigrants et les non immigrants chez les diplômés d’études supérieures.³

³ *L’impact de l’immigration sur la dynamique économique du Québec*, Rapport remis au ministère de l’Immigration, de la Diversité et de l’Inclusion, CIRANO, 12 novembre 2014

Taux d'emploi selon la région métropolitaine de recensement 2011 (25-64 ans)				
	Diplôme d'études secondaires		Diplôme d'études post secondaires	
Montréal				
Immigrants	62,1%	Écart de 10,2	73,3%	Écart de 10,8
Non immigrants	72,3%		84,1%	
Toronto				
Immigrants	66,2%	Écart de 9,3	78,0%	Écart de 6,4
Non immigrants	75,5%		84,4%	
Vancouver				
Immigrants	65,7%	Écart de 10,0	76,1%	Écart de 6,5
Non immigrants	75,7%		82,6%	

Alors que la reconnaissance des diplômes est un problème majeur auquel il est urgent de trouver des réponses, les solutions aux enjeux d'intégration économique se situent à la fois à l'étape de la sélection et à l'étape de l'intégration.

5.1. La sélection des immigrants en réponse aux besoins de main-d'œuvre

On l'a vu, sans l'immigration internationale, la métropole connaîtrait un déficit démographique annuel moyen de 22 000 personnes. Une question de taille se pose dans certains domaines d'emplois pourtant en demande de main d'œuvre, celle de la reconnaissance des diplômes. Cette question demande une attention particulière pour que la sélection des nouveaux arrivants réponde réellement aux besoins identifiés. De plus, la métropole souhaite que le gouvernement poursuive ses efforts afin de réduire la lourdeur administrative inhérente au processus d'embauche d'un ressortissant étranger pour les entreprises et qu'il soutienne des mesures d'accompagnements ciblées.

RECOMMANDATION 6

- 6.1. Établir des portraits régionalisés qui prennent en compte les besoins de la métropole en matière d'immigration et de main-d'œuvre actuels et futurs, et ce, afin de moduler les critères de sélection des immigrants en fonction des secteurs économiques prioritaires par Montréal.
- 6.2. Prévoir que le portrait de la métropole soit réalisé en collaboration avec la Ville de Montréal et son Bureau d'intégration des nouveaux arrivants.
- 6.3. Veiller à ce que les portraits régionalisés identifient les principaux enjeux de reconnaissance des diplômés.
- 6.4. Assurer la flexibilité des conditions et de la démarche d'embauche de ressortissants étrangers pour les employeurs.

Rappelons que malgré une sélection plus rigoureuse des nouveaux arrivants plusieurs enjeux en matière d'accueil et d'intégration se posent. En effet, des difficultés sur le plan de la reconnaissance des acquis, diplômes et compétences par les ordres professionnels persistent à ce jour. De plus, le demandeur principal peut se qualifier et s'intégrer rapidement, mais le reste de sa famille peut quant à elle faire face à plusieurs autres défis. En ce sens, les efforts d'intégration demeurent et se déploient surtout sur le plan local

Une fois arrivés au pays, les nouveaux arrivants qui ont été sélectionnés doivent bénéficier d'un accompagnement étroit pour que le maillage avec les entreprises qui cherchent à combler leurs besoins soit réussi.

5.2. L'intégration en emploi

En examinant le processus de recherche d'emploi des nouveaux arrivants, la période qui précède la sollicitation d'un emploi stable apparaît cruciale. En effet, si un nouvel arrivant se présente en entrevue, en réseautage ou en stage en emploi sans être convenablement préparé, la démarche est vouée à l'échec avec un impact négatif sur la motivation du nouvel arrivant et l'intérêt de l'employeur potentiel à se lancer dans ce genre d'aventure.

Cette étape de préparation est appelée par les organismes spécialisés : l'accompagnement en pré-employabilité. Cet accompagnement se fait en ce moment

avec des ressources limitées, mais est aussi malmené par les nouvelles règles du gouvernement du Québec qui ne permet plus la simultanéité des programmes. Selon ces nouvelles règles, si un nouvel arrivant veut participer à un stage en entreprise, il doit abandonner l'accompagnement par un organisme spécialisé. Or c'est en combinant ces différents programmes qu'on peut avoir un impact sur l'employabilité des participants.

Pour un immigrant qualifié, la période de pré-employabilité peut être très brève, mais pour certains réfugiés moins qualifiés, avec une compétence linguistique restreinte, provenant d'une culture d'entreprise et de travail différente ou souffrant de problèmes post-traumatiques, cette période peut durer plusieurs mois voire des années.

La théorie derrière les efforts de pré-employabilité est que si le nouvel arrivant est bien préparé, s'il a complété la francisation, acquis le vocabulaire spécialisé, compris la culture d'entreprise d'ici, fait reconnaître son niveau d'éducation, terminé sa formation, etc., ses chances de trouver un emploi durable et rémunérateur en recourant aux programmes en place sont décuplées.

Les faits démontrent qu'il y a largement place à l'amélioration dans l'intégration économique des nouveaux arrivants. En 2013, dans la région de Montréal, le taux de chômage de la population immigrée était de 12,2 % contre 6,6 % pour celle née au Canada. La situation est encore plus difficile pour les nouveaux arrivants (arrivés depuis 5 ans ou moins), qui affichaient un taux de chômage de 14,9 %.⁴ En février 2015, on comptait 53 829 adultes nés hors Canada qui étaient prestataires de l'aide sociale au Québec, dont une grande partie habitait l'île de Montréal⁵. Cela représente en fait 42 % du nombre total d'adultes prestataires de l'île de Montréal, soit nettement plus que le poids démographique des nouveaux arrivants sur le territoire de la métropole (33 %).

Un rapport produit par le CIRANO en 2014⁶ démontre que « [...] ce sont les femmes immigrantes issues des minorités visibles qui affichent – et de loin – le taux d'activité le

4. Ministère de l'Immigration de la diversité et de l'inclusion, *Les immigrants et le marché du travail québécois en 2013*, Résultats de l'enquête sur la population active, Décembre 2014.

5. Rapports statistiques sur la clientèle des programmes d'assistance sociale – Octobre 2015. www.mess.gouv.qc.ca/telecharger.asp?fichier=/publications/pdf/stat...

⁶ *L'impact de l'immigration sur la dynamique économique du Québec*, Rapport remis au ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, CIRANO, 12 novembre 2014

moins élevé parmi les titulaires d'un diplôme universitaire [...] »⁷. Cela a pour effet de priver l'économie québécoise de ressources humaines hautement qualifiées qui avaient pourtant les caractéristiques recherchées dans le cadre des processus de sélection.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette réalité, mais l'analyse du CIRANO indique clairement que des considérations d'ordre culturel entrent en jeu dans les décisions des femmes immigrantes de participer – ou non – au marché du travail. Cette situation illustre la nécessité de continuer d'agir fortement en aval du processus de sélection. Il faut agir dans la sphère sociale et culturelle, au niveau des quartiers, pour déployer des actions susceptibles de promouvoir davantage la participation au marché du travail des nouveaux arrivants, notamment la participation des femmes immigrantes issues des minorités visibles.

Parmi les mesures visant à favoriser l'intégration économique, la Ville de Montréal a mis sur pied, en collaboration avec Emploi-Québec, un programme de parrainage professionnel dont le but est de permettre aux participants d'acquérir, dans le cadre d'un stage rémunéré, une expérience de travail significative dans le secteur d'emploi associé à leur formation. Afin de maximiser l'apprentissage, le Programme de parrainage professionnel prévoit l'implication de parrains et de marraines dont le rôle est de favoriser le transfert d'expertise auprès des participants.

Aussi, le programme *Valorisation Jeunesse – Place à la relève* s'inscrit en continuité avec l'objectif d'intégration et de valorisation du potentiel des jeunes immigrants, notamment en proposant des expériences formatrices pour la jeunesse. Ces mesures sont essentielles afin d'assurer une relève diversifiée et mieux préparée au marché du travail.

Ces programmes concrets ont été élaborés en regard des besoins et réalités observés dans la métropole. Par exemple, le programme *Alliés Montréal* était auparavant piloté par la Conférence régionale des élus (CRÉ). Il importe maintenant que la Ville de Montréal bénéficie à nouveau de ces sommes, afin que son Service du développement économique puisse poursuivre les efforts de la Ville et jouer son rôle de leader en

7. En 2011, le taux d'activité des femmes immigrantes (57,7 %) était nettement inférieur à celui des hommes immigrants (69,6 %).

regroupant plusieurs projets liés à l'intégration économique des immigrants et assurer un suivi adéquat auprès des entreprises qui sont confrontées aux défis de recrutement sur son territoire.

Créé en 2011, le programme Nexus, quant à lui, est un programme de sensibilisation au potentiel des travailleurs qualifiés issus de l'immigration. Dédié aux entreprises montréalaises de secteurs innovants qui sont confrontées à des défis de recrutement, ce programme novateur constitue un guichet unique d'informations et d'outils pratiques. Il a notamment permis la sensibilisation de plus de 160 entreprises dans des secteurs d'avenir de la métropole, et ce, par le biais de la réalisation de plus d'une centaine d'activités d'information ciblées.

L'efficacité de l'intégration économique est une condition de l'amélioration de la situation économique de Montréal, cela doit donc être une priorité d'intervention. Plusieurs mesures sont à prioriser, avec en tête de liste les efforts en faveur de la reconnaissance des diplômes.

RECOMMANDATION 7 :

Afin d'améliorer les résultats de l'intégration économique des nouveaux arrivants, prévoir une série de mesures complémentaires telles que celles-ci :

- 7.1. Prioriser la reconnaissance des diplômes parmi les mesures d'intégration économique.
- 7.2. Soutenir et promouvoir les initiatives et mesures locales porteuses, comme le programme de parrainage professionnel à la Ville de Montréal, Valorisation Jeunesse- Place à la Relève, Emploi Nexus (EN) et le projet Alliés.
- 7.3. Permettre la simultanéité des programmes d'accompagnement en pré-employabilité pour qu'ils deviennent complémentaires.
- 7.4. Reconnaître le rôle de la métropole d'offrir des services de pré-employabilité et d'employabilité efficaces et mieux adaptés aux besoins d'une clientèle immigrante plus éduquée et formée via un réseau efficace de référencement et d'accompagnement des immigrants entrepreneurs (PMEMTL), en collaboration avec les organismes communautaires.
- 7.5. Prévoir des mesures d'accompagnement et de rétention des travailleurs temporaires spécialisés et des étudiants internationaux et veiller à réduire les obstacles administratifs qu'ils rencontrent lors du renouvellement de leur statut temporaire ou de l'obtention d'un statut permanent.

6. CONCLUSION

L'intégration économique et les enjeux liés au vivre-ensemble font tous deux partie du continuum de services aux nouveaux arrivants décrits dans le présent mémoire. Ils constituent la clé d'une immigration réussie, capable de contribuer à l'enrichissement collectif et à l'épanouissement personnel au sein d'une société inclusive et diverse.

Le projet de loi 77 : Loi sur l'immigration au Québec représente une étape majeure pour l'établissement d'une vision renouvelée et bonifiée de l'immigration ainsi qu'une occasion unique de poser les jalons d'un nouveau modèle intégré, pour le bénéfice de l'ensemble des citoyens du Québec. Les propositions contenues dans le présent mémoire visent à contribuer à la mise en œuvre de ce nouveau modèle.

7. SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS

RECOMMANDATION 1 : Privilégier une approche intégrée menant à un continuum de services performants, qui prend en compte l'ensemble des besoins des nouveaux arrivants, et ce, en étroite collaboration avec les partenaires municipaux, institutionnels et communautaires.

RECOMMANDATION 2 : Que la ministre de l'Immigration, de l'Inclusion et de la Diversité se dote, par l'entremise de ce projet de loi, de la flexibilité et des outils nécessaires pour faire face aux défis à venir et aux rôles croissants des municipalités en matière d'accueil et d'intégration des nouveaux arrivants.

RECOMMANDATION 3 : Tenir compte du rôle particulier de la métropole en matière d'accueil et d'intégration des nouveaux arrivants, de sa spécificité et de ses besoins.

RECOMMANDATION 4 : Prévoir l'élaboration et la diffusion annuelle de campagnes de sensibilisation nationales de valorisation de la diversité, de l'apport de l'immigration à l'économie québécoise, du vivre-ensemble et de lutte à la discrimination et aux préjugés.

RECOMMANDATION 5 : Encourager les échanges entre les régions du Québec et la métropole afin de consolider les ponts et d'œuvrer au rapprochement entre les Québécois et Québécoises de toutes origines.

RECOMMANDATION 6 :

- 6.1. Établir des portraits régionalisés qui prennent en compte les besoins de la métropole en matière d'immigration et de main-d'œuvre actuels et futurs, et ce, afin de moduler les critères de sélection des immigrants en fonction des secteurs économiques prioritaires par Montréal.
- 6.2. Prévoir que le portrait de la métropole soit réalisé en collaboration avec la Ville de Montréal et son Bureau d'intégration des nouveaux arrivants.
- 6.3. Veiller à ce que les portraits régionalisés identifient les principaux enjeux de reconnaissance des diplômés.
- 6.4. Assurer la flexibilité des conditions et de la démarche d'embauche de ressortissants étrangers pour les employeurs.

RECOMMANDATION 7 :

Afin d'améliorer les résultats de l'intégration économique des nouveaux arrivants, prévoir une série de mesures complémentaires telles que celles-ci :

- 7.1. Prioriser la reconnaissance des diplômes parmi les mesures d'intégration économique.
- 7.2. Soutenir et promouvoir les initiatives et mesures locales porteuses, comme le programme de parrainage professionnel à la Ville de Montréal, Valorisation Jeunesse- Place à la Relève, Emploi Nexus (EN) et le projet Alliés.
- 7.3. Permettre la simultanéité des programmes d'accompagnement en pré-employabilité pour qu'ils deviennent complémentaires.
- 7.4. Reconnaître le rôle de la métropole d'offrir des services de pré-employabilité et d'employabilité efficaces et mieux adaptés aux besoins d'une clientèle immigrante plus éduquée et formée via un réseau efficace de référencement et d'accompagnement des immigrants entrepreneurs (PMEMTL), en collaboration avec les organismes communautaires.
- 7.5. Prévoir des mesures d'accompagnement et de rétention des travailleurs temporaires spécialisés et des étudiants internationaux et veiller à réduire les obstacles administratifs qu'ils rencontrent lors du renouvellement de leur statut temporaire ou de l'obtention d'un statut permanent.